

## Un homme, notre histoire, à découvrir Une entrevue avec Oscar Piette

Denise Truax

Number 26, March–April 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44153ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Truax, D. (1983). Un homme, notre histoire, à découvrir : une entrevue avec Oscar Piette. *Liaison*, (26), 6–9.

• Une entrevue avec Oscar Piette

## Un homme, notre histoire, à découvrir



par denise truax

Je savais, en me mettant au travail sur cette entrevue, que je serais fortement embêtée. Parce que : après avoir passé une agréable journée à Verner, en janvier dernier, chez Monsieur Oscar Piette; après l'avoir entendu s'exprimer sur un peu de tout, sa vie, sa famille, son travail et bien entendu, son implication dans le milieu francophone; après avoir écouté attentivement ses histoires, ses anecdotes — il a une de ces mémoires! — et ses réflexions, je savais déjà que je ne pourrais tout inclure, tout vous transmettre pour rendre cet homme tel qu'il est : volubile, chaleureux quoiqu'un peu réservé, décidé, entêté, parfois aussi un peu sec dans ses propos (ce se sent), décidément acharné sur ses principes, direct et franc. Il semble avoir apporté à tous les aspects de sa vie une passion et un entêtement au bien-être — le sien, celui de sa famille, celui de sa communauté. C'est indissociable!

Vous me direz : «Qui est Oscar Piette». Simplement, je vous avouerai qu'il est le gagnant de notre concours Portrait. Celui dont la petite histoire a réussi à façonner celle de son milieu. Un homme, comme bien d'autres d'ailleurs ignorés, qui a été et demeure un des piliers dans sa communauté. Crise scolaire, mouvement coopératif, bibliothèques régionales avec services en français, éducation... enfin toute une tranche de notre histoire qui ne nous est pas encore assez racontée, révélée. Une histoire à découvrir, telle qu'elle a été vécue, telle qu'elle peut être dite, de vive voix.

Oscar Piette a été choisi pour la quantité et la richesse de ses interventions dans le milieu. Un des bâtisseurs de la francophonie, c'est un homme simple et agréable à rencontrer. J'espère que vous aurez autant de plaisir, et que vous ferez autant de découvertes, en l'entendant se raconter.

**O.P. :** J'suis né à Verner en 1925. D'une famille de 13 enfants, j'étais le 8e. C'était dans le temps du Règlement 17, avant que le gouvernement ne l'annule en 1927, si je me trompe pas. J'ai fait mon école primaire à l'école du rang. Pis après mon école primaire, j'suis allé à l'école de Verner, ça pour faire ma neuvième et ma dixième années. Pour ça, il fallait que je marche quatre milles soir et matin. Marcher ou à bicyclette. Il y avait pas d'autobus. Quand il y avait trop de neige, bien on partait pour l'école à 6h30 le matin. Puis là tu t'en allais à l'école avec ton sac sur le dos puis ton lunch pour le midi. Après ça, j'ai été obligé de laisser l'école parce qu'il y avait pas d'argent pour continuer à étudier.

*Ce sera donc, par la suite, entre les âges de 16 et 24 ans environ, une série de jobs de courte durée : comme concierge au Cana-*

*dien Pacifique, commis dans quelques épiceries à Verner et à Sudbury, dans une entreprise de matériaux de construction, etc. Pendant ce temps, Oscar Piette prend des cours en comptabilité. C'est grâce à ça qu'il se retrouvera comptable au poste de CFBR et à la quincaillerie Ricard, à Sudbury, autour de 1948-49. Après avoir fait ce travail pendant un an et demi, deux responsables du mouvement coopératif à Verner sont venus le chercher. Ce sera le début, ou la jonction, de deux responsabilités qu'Oscar Piette va épouser pendant une bonne partie de sa vie : la comptabilité et le mouvement coopératif.*

**O.P. :** C'était en 1951. Je devais faire la comptabilité pour la coopérative régionale, ensuite aussi pour la caisse régionale.

**d.t. :** C'est quoi le mouvement comme tel, ça voulait dire quoi?

**O.P. :** À ce moment là, dans la région, il

y avait cinq magasins autonomes. Il y en avait un à Lavigne, Noëlville, St-Charles, Desaulniers et Verner. En 1951, les coopérateurs de la région ont formé la coopérative régionale et, en même temps, ils ont acheté un transport de lait. Chaque coopérative demeurait autonome mais était membre de la coopérative régionale, dont le bureau central était à Verner. Chacun des magasins louait son édifice à la régionale et opérait avec sa propre direction, chacun localement. Chacun avait sa charte, son bureau de direction, son gérant, etc. Mais ils achetaient autant que possible de la régionale. Il y avait un entrepôt de quincaillerie qui achetait pour tous les magasins de la région. Et chacun achetait son épicerie selon l'endroit où il désirait.

En 1957, on a commencé à unifier les coopératives. Au lieu qu'elles soient autonomes comme elles étaient au départ, on est devenu un tout, la coopérative régionale. Chaque petit magasin devenait succursale. Tous les coopérateurs qui voulaient devenir membres de la coopérative régionale transféraient leur équité dans la coopérative locale, en actions dans la coopérative régionale.

Du côté administration, c'était beaucoup plus facile. Le personnel devenait automatiquement le personnel de la coopérative régionale. Ça c'est fait assez bien. Il y en a évidemment qui se sont retirés de la coopérative régionale, qui acceptaient pas le fait que ça soit centralisé à ce point là.

*Vouloir énumérer ici l'ensemble des postes occupés par Oscar Piette durant les 25 années où il a travaillé pour la coopérative régionale serait possiblement trop long. Il suffit de mentionner comment souvent, avec bien peu de pré-avis, on le dépêchait de la coopérative régionale, réorganiser une caisse, redresser la situation ou assumer la gérance dans un*

magasin, mettre sur pied la comptabilité. Parmi tout ça, il a réussi à passer au travers deux feux à la coopérative régionale, le premier en 1959 et le deuxième en 1975. Rebâtir, toujours rebâtir.

**O.P. :** En 1977, malheureusement, il est arrivé certaines choses et puis j'ai été obligé de partir. C'était à regret, mais j'ai accepté la situation.

*Durant toutes ces années-là, Oscar Piette trouve le temps de faire beaucoup de bénévolat. Et, en 1962, il est entré sur la commission scolaire.*

**d.t. :** Vous étiez intéressé par la commission scolaire, par l'éducation auparavant. Ou bien c'est juste arrivé un peu par hasard ?

**O.P. :** J'étais intéressé, oui, surtout que dans ces années-là, il y avait la question de la centralisation des écoles de campagne. Il y en avait déjà quelques-unes qui étaient centralisées, il en restait d'autres qui ne l'étaient pas. Bien que plusieurs avaient accepté de se joindre, il y en avait d'autres qui hésitaient.

C'est entendu que j'étais plus intéressé à l'éducation par le fait que j'avais des enfants. Quand j'ai commencé sur le conseil scolaire, c'est parce que j'avais une petite fille et un petit garçon qui étaient d'âge scolaire. Et puis il y avait des choses que j'acceptais pas — faut dire que j'avais peut-être des idées bien nettes sur ces questions-là. Dans ce temps-là, il y avait les Croisades. Les jeunes, le matin, il fallait qu'ils aillent à la messe pour pas perdre leur étoile, parce qu'on donnait des étoiles à ceux qui allaient à la messe. Il y avait peut-être du bon là-dedans, mais moi je trouvais ça exagéré. Alors moi j'ai dit à ma petite fille : « Pour commencer, oublie pas que c'est pas obligé d'y aller tous les matins. » Un enfant de six, sept ans, il comprend pas toujours ça. Je lui ai dit : « Premièrement, fais tes études, ta classe. La messe, ça le Bon Dieu te demande si c'est possible d'y aller, de faire un sacrifice, c'est correct. Mais pas tous les matins. » Mais elle perdait son étoile et ça lui faisait de la peine.

En tout cas, il y avait bien des facteurs et je suis rentré sur la commission scolaire.

**O.P. :** J'ai été là jusqu'en 1968. En 1966, 67, toutes les écoles de campagne étaient fermées. Dans le temps que j'étais là, j'ai jamais influencé, ou forcé les inspecteurs d'une école de campagne à prendre une décision. J'avais été à une école de campagne, je connaissais l'expérience, elle avait été bonne. Mais, comme de raison, les temps avaient changé et il fallait fermer ces écoles. Et ça bien été.

On avait une belle harmonie avec le personnel enseignant — d'après ce que je peux voir ! Je sais pas si le personnel enseignant dirait la même chose ! Quand on s'est joint au conseil scolaire régional de Nipissing, en 1968, on était bien équipés.

**d.t. :** C'est pour ça que vous avez quitté le conseil scolaire ?

**O.P. :** Je me suis présenté au conseil scolaire régional, mais j'ai pas été élu. D'un autre côté, ça m'intéressait jusqu'à un certain point : il y avait d'autres chats à fouetter.

**d.t. :** Oui, la crise scolaire de Sturgeon et l'Association d'éducation du Ouest-Nipissing ? J'aimerais faire un bout d'histoire avec vous, là-dessus.

**O.P. :** J'ai été un des premiers dans l'Association d'éducation du Ouest-Nipissing, avec plein d'autres de Field, Verner, Lavigne, Sturgeon... On a travaillé pendant un an et demi, deux ans, pour l'obtention de l'école Franco-Cité.

L'Association a été formée en fin 69, début 70. On faisait des propositions, on travaillait pour l'obtention de Franco-Cité parce que, comme de raison, il y avait la loi qui venait d'être passée. Il y a eu des rencontres avec le Board of Education. On mettait parfois les membres du conseil scolaire à blanc. On leur disait ce qu'on voulait avoir. Je me souviens qu'il y avait eu une rencontre ici à Verner qui avait été assez tumultueuse : on avait obtenu un pavillon français. Mais ça, on savait que ça marcherait pas. On restait encore dans une ambiance anglaise ; c'était là qu'était le problème. Pour nous autres, la question était d'obtenir notre école à nous.

Je me souviens lorsque la grève a commencé, je m'en souviens parce j'assistais à tous les jours à la grève. Je sais qu'une journée, quand je suis arrivé à l'école, il y avait pas un élève à l'école. On se demandait où étaient les élèves. On a fait le tour de l'école. À un moment donné, on a demandé à un jeune qui était là. « Ah, ils ont dit, ils sont tous à la salle du Sacré-Coeur, au sous-sol de l'église. » Alors on s'est rendu au sous-sol de l'église. Quand je suis arrivé en bas, je me souviens de ça, il y avait beaucoup d'étudiants assis par terre, et il y en a qui sont partis nous chercher des chaises. Moi, entre temps, je me suis assis par terre avec les étudiants. Sans le savoir — c'était pas une question de fierté que j'avais — mais tous les jeunes ont commencé à taper des mains. Là j'ai réalisé, à ce moment-là, le geste que j'avais fait ; je m'étais assis par terre avec eux autres. Les deux autres étaient debout et ils attendaient les chaises. Là, il y avait Jean-St-Louis qui parlait, et puis à un moment donné il a dit : « Peut-être qu'il y a un des parents ici — M. Piette ? — qui aimeraient adresser la parole. » Alors je me suis levé et puis j'ai dit : « Il y a une chose dans le moment que j'admets pas. L'an passé, quand on a essayé de faire la grève — vous vous souvenez les élèves, que vous avez blâmé que les parents étaient pas là. Ce matin, où sont les parents ? Il y en a pas dans la salle. Où sont-ils ? Si je comprends bien, les parents de Lavigne, de Verner, de Field, il y en a plusieurs qui ont leur train à faire le matin... c'est pas facile de se rendre. D'autres, les mari travaille, la femme peut pas venir. Mais de Sturgeon, comment se

fait-il qu'il y en a pas ici ? Il devrait y en avoir. Il y en a certainement qui travaillent pas. Ou qui travaillent de 4 à minuit. Ils sont pas ici. Où sont-ils ? C'est malheureux, mais il y a quelque chose qui manque. »

Ça resté là. Et puis on est partis, on est revenu à Verner. En arrivant, le téléphone a sonné. C'était Mme Giroux de River Valley qui appelait. Elle me dit : « Oscar, je sais pas qu'est-ce que je passe mais j'ai reçu un téléphone. Et puis, apparemment, il y a une réunion à Verner ce soir, à la salle paroissiale. » Comme je savais pas ce qui se passait, j'ai traversé chez M. Dauphinais et puis quand j'suis arrivé là, eux autres étaient au téléphone. Ils étaient après organiser la réunion du soir pour les parents. Et puis là on m'a dit : « Ce que tu nous a dit à la salle ce matin, bien on l'a compris. Et puis là on est en train de s'organiser pour avoir une réunion avec les parents. »

Ce soir là, la salle était remplie à craquer, et puis il y avait du monde dehors. Ça jase. Le lendemain matin, les parents étaient au piquetage. Et puis il y en avait, au piquetage. Je sais pas si tu t'en souviens.

**d.t. :** Ah oui, mais je me souviens surtout de la parade, du nombre de parents qui étaient là.

**O.P. :** On a fait la parade. Et puis des gens qu'on avait pas vu avant, des gens influents de Sturgeon faisaient partie de la parade. Et on a circulé !

**d.t. :** Moi, j'ai l'impression que c'était beaucoup plus les parents des villages environnants — de Verner, de Lavigne, de River Valley, de Field — qui étaient impliqués dans la grève.

**O.P. :** Il y a une raison pour ça. La plupart des gens de Sturgeon travaillent au moulin. C'est une ville de compagnie. Et puis on savait à Sturgeon que le moulin était pas favorable à l'école. Ça faisait un peu comme les mariages mixtes : il y en a plusieurs qui étaient pas pour s'impliquer activement, mais qui ont laissé leurs enfants faire la grève. Remarque qu'il y en avait beaucoup à Sturgeon, aussi, qui étaient acquis à la cause. Mais il faut admettre que les gens de la région environnante étaient plus conscientisés, si on veut dire, au problème. Parce qu'ils avaient pas l'opportunité de parler souvent anglais. Quand ils arrivaient à l'école secondaire, c'était un handicap.

C'est qu'ils l'avaient appris, leur anglais, mais ils avaient pas la pratique. Et puis les cours étaient complètement en anglais. Alors on avait un problème énorme. Combien est-ce qu'il y avait d'élèves qui laissaient l'école en 9<sup>e</sup> année, en 10<sup>e</sup> année. Il y en a moins que ça maintenant. Il y en a encore, mais... beaucoup moins. Parce qu'on a réglé un problème, qui est le fait d'avoir une ambiance française.

**d.t. :** La grève a duré quoi, deux semaines ?

**O.P. :** Oui. Je me souviens... c'est le mercredi soir (de la deuxième semaine) si je

# Treasures of the National Map Collection

An exhibition of 100  
original maps, atlases,  
globes and architectural  
plans, 1490-1982

395 Wellington Street  
17 August 1982  
to 30 April 1983



Carte du Canada, 1793

395, rue Wellington  
Du 17 août 1982  
au 30 avril 1983

# Les trésors de la Collection nationale de cartes et plans

Une exposition de 100  
cartes, atlas, globes et  
plans architecturaux  
originaux, 1490-1982



Public Archives  
Canada Archives publiques  
Canada

# Canada

## PORTRAIT

me trompe pas. On était à Sturgeon, on attendait la réponse — il y avait une délégation qui était allée à Toronto. On attendait la réponse de Toronto. La délégation est revenue vers trois heures et demie, quatre heures du matin et puis ils nous ont annoncé qu'on allait voir une commission d'étude de Toronto, la commission Symons.

**d.t.:** Certains n'ont pas accepté cette décision de Toronto, d'instituer une commission d'étude?

**O.P.:** Non. Mais il y avait rien d'autre à faire. En réalité, il fallait faire face à la situation. C'était la seule alternative, il y avait pas d'autre chose: le gouvernement était dissous. On était en élections.

**d.t.:** Et puis, comme ça relevait de la loi qui avait été passée en 1968, la décision finale revenait à la commission scolaire; par le biais de la commission Symons, Toronto pouvait intervenir auprès de la commission scolaire et la forcer à changer d'idée mais il pouvait pas lui dicter exactement quoi faire.

**O.P.:** Quand ils ont nommé les coordonnateurs de la Commission Symons dans la région, c'était Jean-Paul Clément de Field et moi-même. J'avais vu ça dans *Le Nugget*, le soir. J'avais rien entendu, rien du tout. Alors j'ai téléphoné à quelqu'un de la Commission Symons que je connaissais et puis là je lui ai demandé ce qu'on avait à faire. C'était justement d'organiser les rencontres dans la région du Nipissing. On a frappé des noeuds, c'est sûr. Mais ça bien été, franchement, on a eu un résultat heureux. Dès qu'il y a eu entente (entre les diverses associations), on a sorti un document, la question était réglée. Tout le monde était satisfait.

**d.t.:** Est-ce que l'Association d'éducation a été dissoute?

**O.P.:** On l'a toujours gardé, mais elle est en veilleuse. Si à un moment donné on doit s'en servir, on va la sortir.

**d.t.:** Dès que vous avez obtenu l'école Franco-Cité, vous avez formé «*Famille Franco-Cité*». C'était quoi au juste?

**O.P.:** C'était l'association parents et professeurs de l'école Franco-Cité. Ça, ça fonctionné jusqu'en 1975-76.

**d.t.:** Et ça avait quoi comme objectif?

Garder un dialogue entre les parents et l'école. Et puis c'était important parce que le Board of Education, c'est entendu que quand c'était Famille Franco-Cité qui parlait, ils savaient d'où ça venait. On continuait plus ou moins le travail de l'Association d'éducation, de façon beaucoup plus active parce que c'était les parents qui étaient impliqués avec les professeurs.

**O.P.:** Entretemps, j'ai fait partie de l'ACFO régionale, de sa fondation en 1971 jusqu'à novembre 1982. Et puis, durant ce temps-là, si je me trompe pas, j'ai été au moins dix ans trésorier. Bénévolement. J'étais intéressé, j'ai toujours été intéressé à l'ACFO. Également, de 1969 à 1976, donc 7 ans, j'ai été nommé par le Conseil

municipal pour m'occuper de la fondation d'une bibliothèque locale.

**d.t.:** Pour avoir longtemps travaillé au niveau de l'éducation, vous devez sûrement avoir vos idées là-dessus.

**O.P.:** Je sais pas si t'as déjà entendu parler de ça, le système des trois R: Reading, wRiting et aRithmetic. Moi, comme de raison, j'ai été éduqué, j'ai été à l'école un peu là-dedans, du primaire aller jusqu'à la onzième. Je pense qu'aujourd'hui, on prend trop de sujets et puis on approfondit pas. Combien d'élèves dans le moment ne savent pas écrire? Ne savent pas raisonner. On leur a pas montré. On essaie de les emplir comme des cruches. Et puis de là, arrangez-vous, vous avez tout un bagage. Bien oui, mais il faut l'approfondir à mesure que l'enfant grandit. Ils ne sont pas habitués, non plus, à travailler, à faire un travail personnel. Dans beaucoup de nos classes aujourd'hui, il faudrait de plus en plus que le professeur se taise à l'occasion et puis qu'il fasse travailler ses élèves. Faut pas toujours être là à l'assourdir continuellement dans son dos. Qu'on le laisse libre, qu'on lui donne la chance, l'opportunité d'aboutir.

Et puis, dans nos écoles françaises, il y a la question des standards... ça s'améliore mais il y a beaucoup à faire. Ce que je veux, c'est que l'enfant, quand il sort de nos écoles secondaires françaises, qu'il ait un bagage à sa disposition. C'est beau les sports, c'est beau la musique... je suis d'accord avec ces choses là, mais ça lui prend aussi un bagage de littérature française, de français écrit, d'anglais, d'arithmétique. C'est beau de se servir des petites machines à additionner: il faut être moderne, je l'admets. Mais je pense qu'il faut de plus en plus que nos élèves apprennent à se servir de leur tête, qu'ils aient acquis une certaine formation intellectuelle.

Je suis peut-être un peu trop perfectionniste, mais d'un autre côté il faut donner à l'enfant, lorsqu'il laisse l'école, toutes les armes pour qu'il puisse s'affirmer, s'exprimer en français. Parce que s'ils savaient à la perfection leur français, ils auraient pas de problèmes en anglais.

**d.t.:** Oui, ça s'apprend très vite...

**O.P.:** Ça s'apprend pas... c'est contagieux, voyons!

**d.t.:** Comment est-ce que la mentalité a changé en Ontario, disons sur 20, 30 ans?

**O.P.:** C'est assez difficile à dire dans le moment. Mais je pense qu'on gagne. Mais est-ce qu'on s'en va pas vers élite plus nombreuse qu'on était avant peut-être, plus convaincue et puis que la masse ne l'est pas assez? Il manque la base.

Nous avons nos écoles. Il y a plus de guerre là. Mais encore là on s'aperçoit qu'il y a encore des batailles à gagner. Mais combien est-ce qu'il y en a qui sont au courant que ces batailles là se font. Comme dans le moment, depuis qu'on nous a enlevé l'heure de Radio-Canada que nous avions de six heures à sept heures.

Dans notre milieu, on a pas le cable. Il nous reste seulement qu'un poste, Radio-Canada. Et ce sont des répétitions continuellement ! Ça vient plate des répétitions. Donc on sintonise le poste anglais. Qu'est-ce que tu veux faire ? Ça fait que nos jeunes, de plus en plus, vont vers le poste anglais. Ils ne trouvent pas dans la programmation de Radio-Canada en français selon leur désir. Ils vont ailleurs. Pour moi, on va de l'avant, on recule pas. Mais de plus en plus, on réalise que nos francophones qui s'assimilent, c'est déplorable. Mais pour dire dans le moment qu'en Ontario on va s'assimiler, je n'y crois pas. Quand même que les Québécois viendraient nous dire, il y a plus de survie pour vous autres, vous êtes perdus d'avance, ça ça m'est égal. C'est leur version à eux autres, ils peuvent en penser ce qu'ils voudront.

D'un autre côté, en Ontario, il faut donner aux anglophones qu'est-ce qui leur revient. Sans être obligés de se mettre à quatre pattes, demander nos droits. On s'aperçoit que nos politiciens francophones puis anglophones en Ontario sont capables de se tenir debout. Sont capables de donner justice, plus qu'en 1912 puis en 1927. C'est sûr. Dès qu'on donnera à notre jeunesse un peu l'historique — il y a beaucoup de nos parents qui ont manqué là-dessus parce que, comme de raison, ils étaient tellement occupés qu'ils en voyaient pas l'importance — parce qu'on réalise dans le Nipissing, après quelques années, que c'était 100% francophone, aujourd'hui c'est plus pauvre. C'est-tu 75%, 80%, je le sais pas ? En tout cas, le pourcentage a changé.

**d.t. :** Je sais que vous n'êtes plus impliqué directement dans le mouvement coopératif. Vous avez sûrement quelques réflexions sur son rôle dans notre milieu aujourd'hui.

**O.P. :** Est-ce que c'est d'après les événements qui sont survenus durant les dernières dix années ou quoi, mais ça devient pour la plupart des mortels qui sont là, des banques. Des banques dans lesquelles ils ont acheté des parts de cinq piastres. Et puis ils y font affaire comme à une banque. C'est un système bancaire. Je vais déposer de l'argent à la caisse populaire si ça rapporte plus qu'à la banque, et puis si à un moment la banque paie plus que la caisse, je vais reprendre mon argent et la déposer à la banque. On oublie aujourd'hui, on pense beaucoup plus à la piastre qu'à la personne humaine. Au début, dans nos coopératives — et puis c'est ça d'ailleurs qui était le principe coopératif — c'était d'abord l'être humain qui venait en premier, la piastre venait ensuite. Aujourd'hui, on a renversé les rôles. C'est beau d'avoir la piastre, mais s'ils ont pas l'être humain qui est là pour supporter l'entreprise, à quoi bon ?

C'est toujours un intermédiaire entre le capitalisme et le marxisme. Entre les deux. Parce qu'enfin, dans nos coopératives et

puis nos caisses populaires, il y a un peu de communisme, hein. Parce qu'on fait un travail en commun. Et puis, d'un autre côté, on a du capital, donc on devient capitaliste. C'est un chemin intermédiaire entre les deux.

Moi, j'ai encore confiance, malgré que dans le moment je m'éloigne un peu.

**d.t. :** Moi, j'aimerais parler de l'ACFO quelques minutes. Vous avez été assez impliqué au niveau de l'ACFO régionale et de l'ACFO provinciale pour savoir que ça a un rôle en Ontario français. Quel rôle ça pourrait être ?

**O.P. :** L'ACFO a fait un bon travail pendant des années. Il y a eu une évolution, mais peut-être dans le méchant sens. Parce qu'on s'éloigne trop de la base. On dira ce qu'on voudra, mais dans le moment c'est une élite. Faut retourner à la base. Je sais qu'ici, à Verner, ils savent que quand ils parlent de l'ACFO, ils parlent d'Oscar Piette. C'est l'ACFO ça. Mais dans certains milieux, même à Ottawa, le monde savent même pas s'ils appartiennent à l'ACFO au ailleurs.

Depuis la question de la décentralisation qui s'est produite au printemps 1982, je pense qu'il va y avoir de l'amélioration. Ça sera pas à la perfection encore, parce qu'il y a certains conseils régionaux qui étaient prêts... mais est-ce que tous les conseils régionaux étaient prêts à voler de leurs propres ailes ?

**d.t. :** Est-ce que vous pensez que c'est un principe qui devrait être généralisé à l'ensemble des ACFO régionales ?

**O.P. :** Oui. Qu'ils prennent leurs responsabilités régionalement. Je maintiens que l'ACFO provinciale doit demeurer. Avec son mandat, avec son budget puis ses programmes. Mais ensuite, que chacune des régionales fasse ses demandes, qu'elle contrôle ses budgets, ces choses là. Si à un moment donné il y a une ACFO régionale qui après avoir essayé par tous les moyens possibles de maintenir son intérêt et sa viabilité, bien coudonc, ça marche pas, à quoi bon essayer de la maintenir là. Ça

relève des francophones de la région. Ça je le maintiens. Si elle est vouée à disparaître... j'admets qu'on peut pas la maintenir là artificiellement. S'ils en veulent pas, on peut pas leur imposer.

Dans le moment, je supporte Ottawa. Mais la seule chose qu'il y a, c'est que je veux qu'Ottawa modifie sa façon de traiter les régionales. Qu'ils se limitent à leur budget, un point c'est tout.

**d.t. :** Si je regarde la structure de l'ACFO présentement, le rôle des régionales serait vraiment un travail au niveau local, à la base. Un travail de sensibilisation, un travail d'appui, d'aide. L'ACFO provinciale ?

**O.P. :** L'ACFO provinciale s'occuperait surtout des domaines provinciaux. Il y en a des problèmes provinciaux. Dans le moment, il peut y avoir le même problème qui est situé à Iroquois Falls pis à Windsor, puis dans le Nipissing. Qui devient à un moment donne un problème inter-régional. Et puis en faisant l'étude à un moment donné, ils peuvent voir que c'est un problème provincial. Reste dans le moment à toutes les régions de se rallier avec le provincial pour faire un travail provincial. Eux autres vont avoir l'appui des régions pour faire un travail dans le domaine provincial.

**d.t. :** Vous avez laissé l'ACFO l'autonomie dernier.

**O.P. :** Après dix ans, après douze ans de service, à un moment donné c'est bon de laisser. Parce que après tout, c'est pas comme un emploi ça, c'est du bénévolat. J'ai pour mon dire : « retire-toi et puis regarde les choses ». Je dis pas que j'y retournerai pas, c'est entendu. Mais des fois ça prend du sang neuf.

**d.t. :** Est-ce qu'il vous reste d'autres implications ?

**O.P. :** Le club d'âge d'or, le Club Amitié de Verner. J'en fais partie depuis à peu près cinq ans. J'y vais pas souvent parce que je travaille toujours. Mais j'y vais au moins une fois par année pour présenter le rapport financier. J'ai pas le temps de m'en occuper beaucoup. Là, ça va faire deux ans au mois de mars que je travaille à la pharmacie Mondoux, à Sturgeon. Je fais la comptabilité pour la pharmacie, en même temps pour deux autres compagnies que le même homme appartient. J'ai un travail que j'aime. Je pourrais peut-être faire autre chose. Enseigner ? Je sais qu'on m'avait demandé une année d'aller enseigner la comptabilité à Canadore. Il aurait fallu que je fasse ça en plus de mon travail, c'était trop.

**d.t. :** Et puis, vous gardez toujours un oeil ouvert sur ce qui se passe dans la francophonie ?

**O.P. :** Ah ça, c'est sûr ! C'est sûr !

\* Comme c'est tout aussi certain qu'on se reverra. Pour le plaisir ou dans le feu de l'action. En fin de compte, pour qui veut, il y aura toujours de quoi dans lequel s'impliquer.★

